

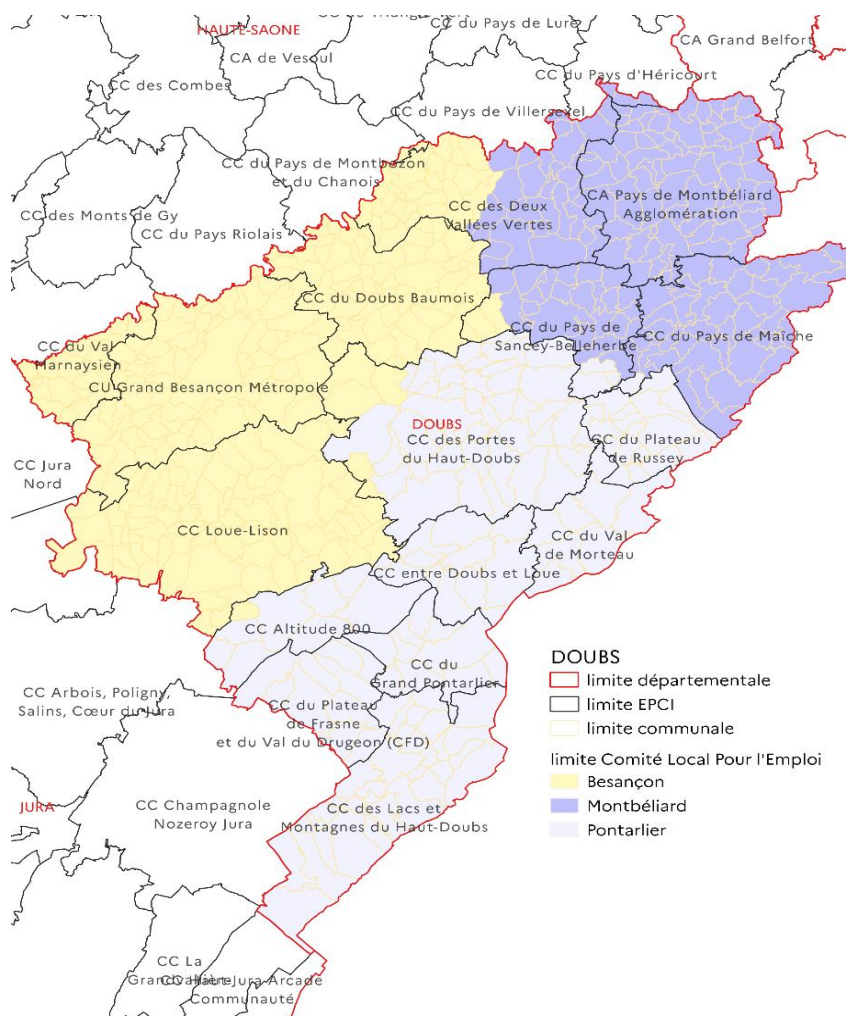
Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comités Locaux Pour l'Emploi (CLPE) du Doubs

2ème trimestre 2026

La loi pour le plein emploi a instauré une nouvelle gouvernance du réseau pour l'emploi, aux niveaux **national, régional, départemental** et **local**. Cette gouvernance renouvée a pour vocation d'assurer la coordination, coopération et co-construction entre les acteurs de l'emploi et de l'insertion. Les comités locaux pour l'emploi (CLPE) définissent les **stratégies locales de l'emploi** et les traduisent de manière **opérationnelle**. Ils organisent des **partenariats** au regard des **projets territoriaux**, en lien avec l'ensemble des collectivités territoriales et notamment les communes et intercommunalités. Le préfet de département arrête les limites géographiques des comités locaux institués au sein du département en fonction des caractéristiques de chaque territoire, en concertation avec le président du conseil régional et le président du conseil départemental.

Dans le Doubs, la composition des CLPE est la suivante :



Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) de Bourgogne-Franche-Comté

5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Inscrits à France Travail			
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets			
Besançon			
données brutes	T2 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	9 920	100 %	+3,2
<25 ans	1 670	17 %	+2,5
25-49 ans	5 910	60 %	+5,5
50 ans et +	2 340	24 %	-1,7
Hommes	5 440	55 %	+3,2
Femmes	4 480	45 %	+3,2
Catégories ABC	17 940	100 %	+0,7
<25 ans	2 680	15 %	+4,3
25-49 ans	10 880	61 %	+0,8
50 ans et +	4 370	24 %	-2,0
Hommes	9 410	52 %	+2,5
Femmes	8 530	48 %	-1,3
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	8 190	46 %	+5,0
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	1 410		+0,7
Catégorie E	1 340		+47,3
Catégorie F	2 940		/
Catégorie G	1 100		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2026

9 920 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 3,2 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 0,7 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 15 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 4,3 % par rapport à l'année dernière.

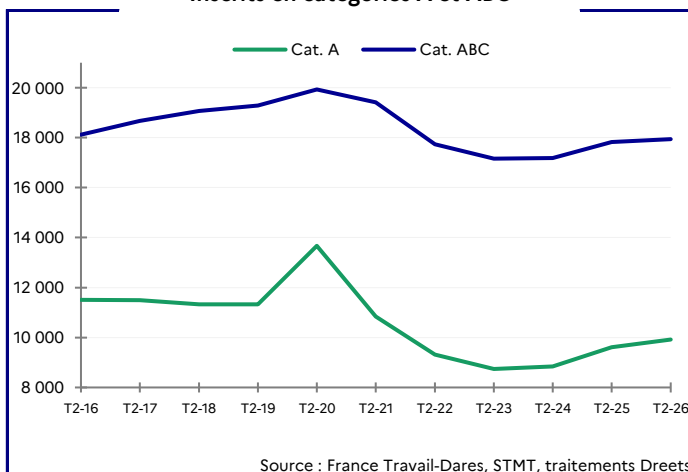
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 61 % du total. Leur nombre croît de 0,8 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 24 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre baisse de 2,0 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

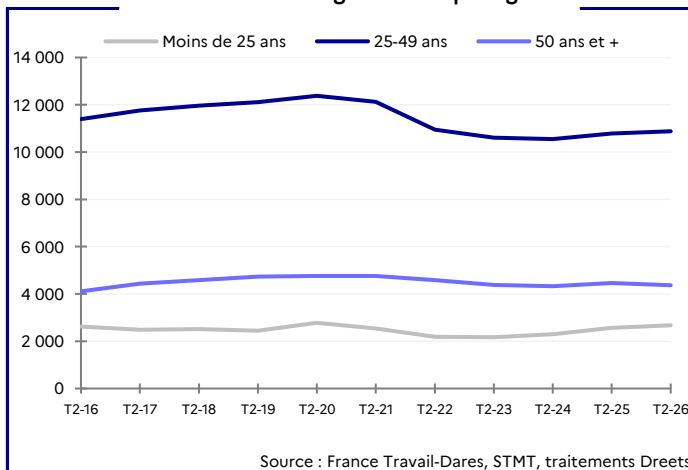
Les DELD forment 46 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 5,0 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 2 940 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 1 100 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de
l'établissement employeur

	T2 2026	Besançon Cumul 2026	Evol. (en %) cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	s	-91,1
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	216	492	+16,0
CEJ*	125	277	-0,4
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2026)	174	174	+3,9

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1 2026	T1 2025	T1 2024
Besançon	2 500	2 550	2 950
Equivalent emplois à temps plein			
dont Agriculture	20	10	10
Industrie	1 120	1 170	1 410
Construction	380	340	320
Commerce	340	330	350
Services	640	700	860

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Construction	380
Métallurgie et fab. de produits métalliques	350
Commerce, réparation automobile	340
Transports et entreposage	230
Fab. de produits en caoutchouc, plastique	210

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 2 500 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 1 120 emplois (ETP), représentant environ 45 % du total. Ce nombre diminue de 4 % en un an. Le secteur des services suit avec 640 emplois (ETP), soit environ 26 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 9 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : construction (environ 380 ETP), métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (environ 350 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 20 juillet 2026

	T1 2026	T1 2025
Besançon		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	7	14
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	140	514
Heures indemnisées	12 199	51 139
Taux de consommation	7,9	21,6

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

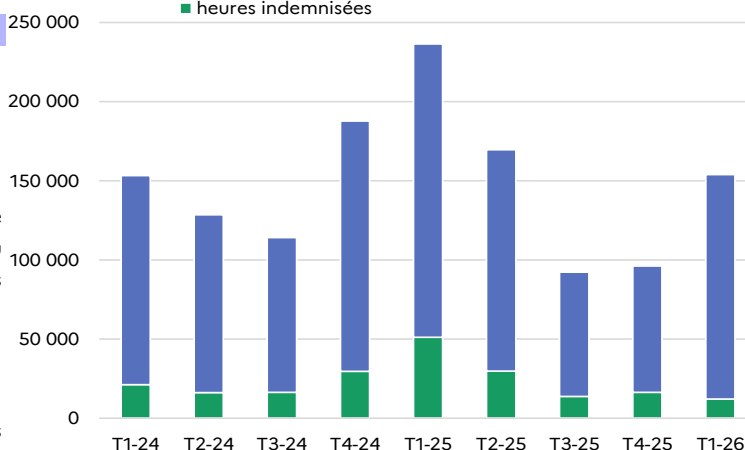
Au 1er trimestre 2026, en moyenne :

7 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 140 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 12 199 heures. Les établissements ont consommé 7,9 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Besançon

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

		T1 2026	T1 2025	
Besançon		22 080	20 342	Guide de lecture :
Embauches				Au 1er trimestre 2026
Contrats signés				• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?
dont	CDD	18 769	16 695	22 080 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 1738 en plus par rapport à l'an dernier à la même période.
	CDI	3 311	3 647	• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?
	Evol. CDD	+12,4 %	+1,2 %	Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 15 % des recrutements contre 18 % à la même période en 2025.
	Evol. CDI	-9,2 %	-14,9 %	
Départs		22 070	20 055	• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?
Fins de CDD		17 929	15 906	17 929 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 91 % duraient moins d'un mois (90 % il y a un an à la même période).
dont CDD <1 mois		91 %	90 %	• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?
Ruptures de contrat		4 141	4 149	4 141 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 8 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.
démissions		1 659	1 632	• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
lic. économiques		103	123	Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 40 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 7 % des ruptures, les licenciements économiques 9 %.
fins période d'essai		796	819	
retraite		300	303	
rupture conventionnelle		365	432	
lic. non économiques		737	697	
autres		181	143	
				• Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?
				Ils représentent 29 % des embauches et 27 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 16 % ont signé un CDI.
				• La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?
				Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 89 % occupaient un CDD inférieur à un mois.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
6 293	6 065
Part des jeunes dans les embauches : 29 %	Part des jeunes dans les départs : 27 %
Part CDI : 16 %	Part CDD <1 mois : 89 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
4 833	5 172
Part des seniors dans les embauches : 22 %	Part des seniors dans les départs : 23 %
Part CDI : 5 %	Part CDD <1 mois : 93 %

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

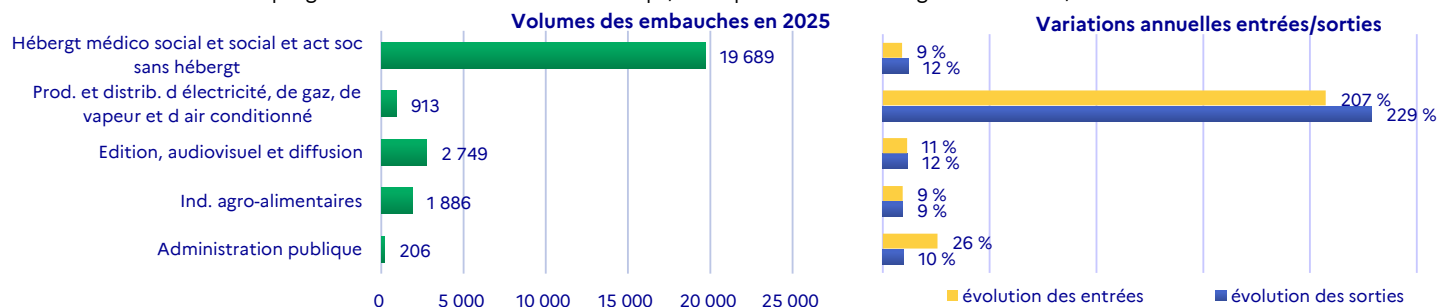
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 9 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 11,8 %.

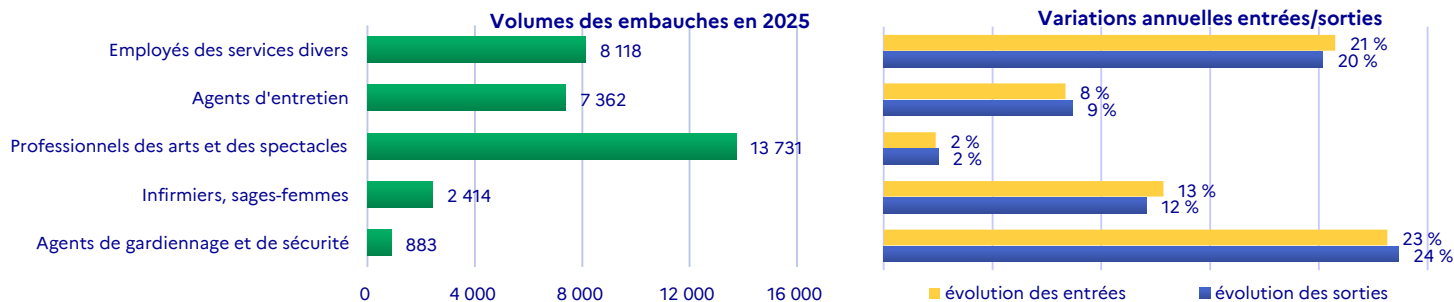


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "employés des services divers" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 20,7 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 20,2 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Besançon

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017	
			En valeur	En %
Besançon	249 276	253 337	+4 061	+1,6
Doubs	539 067	547 163	+8 096	+1,5
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

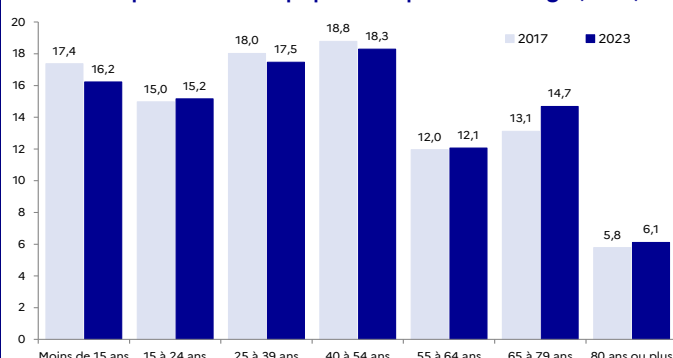
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

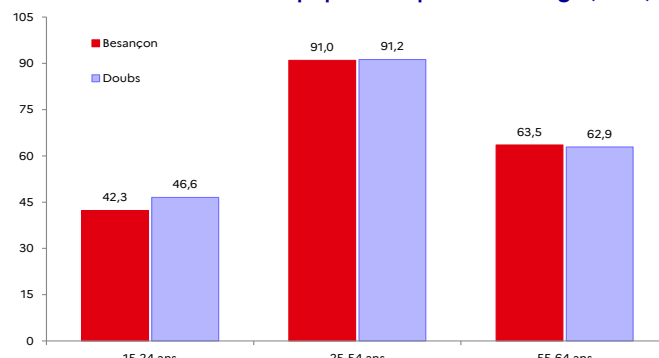
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017
Besançon	114 172	118 078	+3,4	56 179	58 248	+3,7	100 080	106 046	+6,0
Doubs	251 031	258 211	+2,9	119 803	123 462	+3,1	220 144	231 317	+5,1
Région BFC	1 262 416	1 267 559	+0,4	609 233	610 960	+0,3	1 104 152	1 137 841	+3,1

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Besançon	5 339	16 513	1 282	25 861	226	21 543	19	7 645	6 866	71 563
Doubs	10 173	31 621	2 357	46 304	423	41 530	35	18 141	12 988	137 595
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2025	2024	Evol. (en %)	2025 (en %)	2024 (en %)
Besançon					
Commerce, réparation automobile	11 594	11 596	-0,0	16,2	16,1
Hébergement médico social et social et act soc sans hébergement	7 453	7 526	-1,0	10,4	10,4
Transports et entreposage	4 883	5 007	-2,5	6,8	6,9
Construction	4 824	4 832	-0,2	6,7	6,7
Métallurgie et fab. de produits métalliques	4 519	4 778	-5,4	6,3	6,6
Activités juridiques, comptables	3 936	3 877	+1,5	5,5	5,4
Act. de serv. adm. et de soutien	3 733	3 739	-0,1	5,2	5,2
Hébergement et restauration	3 707	3 677	+0,8	5,2	5,1
Activ. financières et d'assurance	2 442	2 404	+1,6	3,4	3,3
Autres activités de services	2 266	2 327	-2,6	3,2	3,2
Ind. agro-alimentaires	2 199	2 141	+2,7	3,1	3,0
Fab. de prod. informatiques, électroniques et optiques	2 099	2 061	+1,8	2,9	2,9
Toutes activités	71 563	72 138	-0,8	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Inscrits à France Travail			
Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreetts			
Montbéliard			
données brutes	T2 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	9 610	100 %	+1,6
<25 ans	1 500	16 %	+2,0
25-49 ans	5 580	58 %	+2,2
50 ans et +	2 540	26 %	+0,4
Hommes	5 290	55 %	+1,0
Femmes	4 320	45 %	+2,4
Catégories ABC	16 490	100 %	+2,5
<25 ans	2 360	14 %	+2,2
25-49 ans	9 750	59 %	+3,3
50 ans et +	4 380	27 %	+0,9
Hommes	8 810	53 %	+3,5
Femmes	7 680	47 %	+1,3
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	8 480	51 %	+14,1
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	930		+4,5
Catégorie E	900		-4,3
Catégorie F	2 220		/
Catégorie G	710		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2026

9 610 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 1,6 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 2,5 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 14 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre croît de 2,2 % par rapport à l'année dernière.

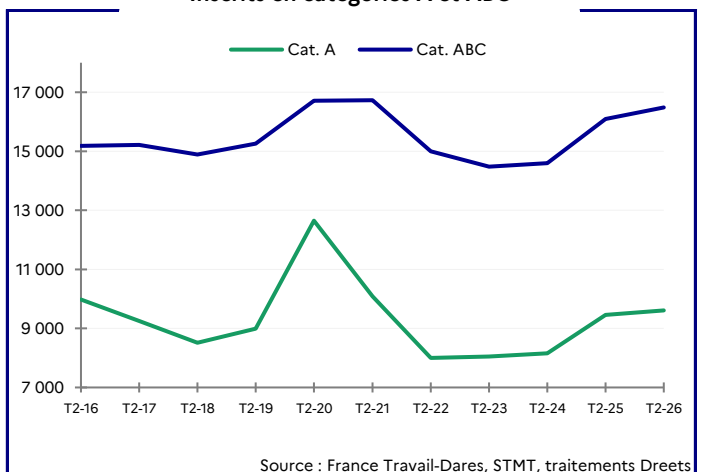
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 59 % du total. Leur nombre croît de 3,3 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 27 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 0,9 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

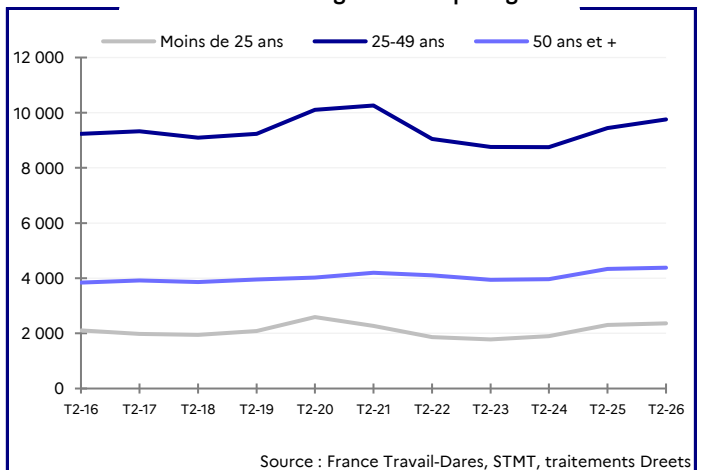
Les DELD forment 51 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 14,1 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 2 220 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 710 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de
l'établissement employeur

	T2 2026	Cumul 2026	Evol. (en %) cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	s	-91,4
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	203	444	+15,6
CEJ*	147	315	+266,3
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2026)	57	57	-6,3

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreets - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1 2026	T1 2025	T1 2024
Montbéliard			
Equivalent emplois à temps plein	2 830	2 860	2 940
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	2 120	2 020	1 970
Construction	130	160	130
Commerce	100	110	100
Services	480	570	740

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Fab. de matériels de transport	1 510
Métallurgie et fab. de produits métalliques	410
Act. de serv. adm. et de soutien	320
Construction	130
Commerce, réparation automobile	100

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 2 830 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 2 120 emplois (ETP), représentant environ 75 % du total. Ce nombre augmente de 5 % en un an. Le secteur des services suit avec 480 emplois (ETP), soit environ 17 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur diminue de 16 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : fabrication de matériels de transport (environ 1510 ETP), métallurgie et fabrication de produits métalliques à l'exception des machines et des équipements (environ 410 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source: DGEFP, données provisoires au 20 juillet 2026

	T1 2026	T1 2025
Montbéliard		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	13	20
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	1 389	2 667
Heures indemnisées	67 898	195 360
Taux de consommation	11,1	17,5

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

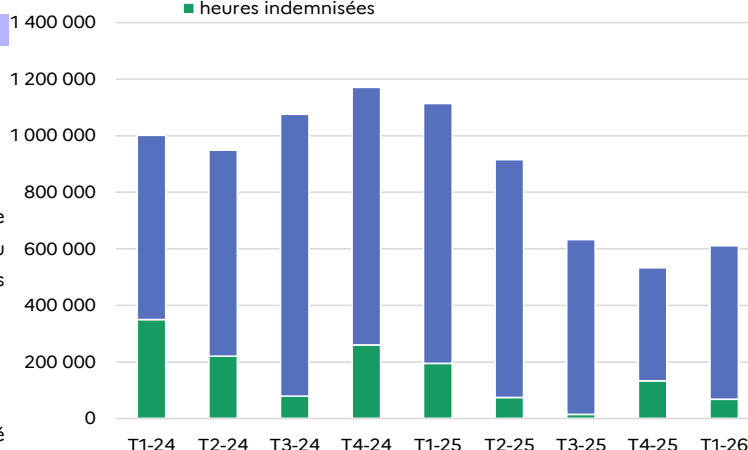
Au 1er trimestre 2026, en moyenne :

13 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 1389 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 67 898 heures. Les établissements ont consommé 11,1 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

		T1 2026	T1 2025	Guide de lecture :
Montbéliard				
Embauches		8 813	8 075	Au 1er trimestre 2026 - Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ? 8 813 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 738 en plus par rapport à l'an dernier à la même période. - Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ? Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 15 % des recrutements contre 18 % à la même période en 2025.
Contrats signés				
dont	CDD	7 459	6 606	Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ? 6 735 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 89 % duraient moins d'un mois (87 % il y a un an à la même période).
	CDI	1 354	1 469	
	Evol. CDD	+12,9 %	-0,7 %	- Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ? 1 821 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 76 en moins par rapport à l'an dernier à la même période. - Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.
	Evol. CDI	-7,8 %	-18,8 %	
Départs		8 556	8 068	- Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ? Ils représentent 30 % des embauches et 29 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 12 % ont signé un CDI. - La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ? Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 90 % occupaient un CDD inférieur à un mois.
Fins de CDD		6 735	6 171	
dont CDD <1 mois		89 %	87 %	
Ruptures de contrat		1 821	1 897	
démissions		652	650	
lic. économiques		61	42	
fins période d'essai		275	273	
retraite		156	184	
rupture conventionnelle		197	202	
lic. non économiques		350	367	
autres		130	179	



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 601	2 491
Part des jeunes dans les embauches : 30 %	Part des jeunes dans les départs : 29 %
Part CDI : 12 %	Part CDD <1 mois : 90 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
2 084	2 155
Part des seniors dans les embauches : 24 %	Part des seniors dans les départs : 25 %
Part CDI : 6 %	Part CDD <1 mois : 93 %

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

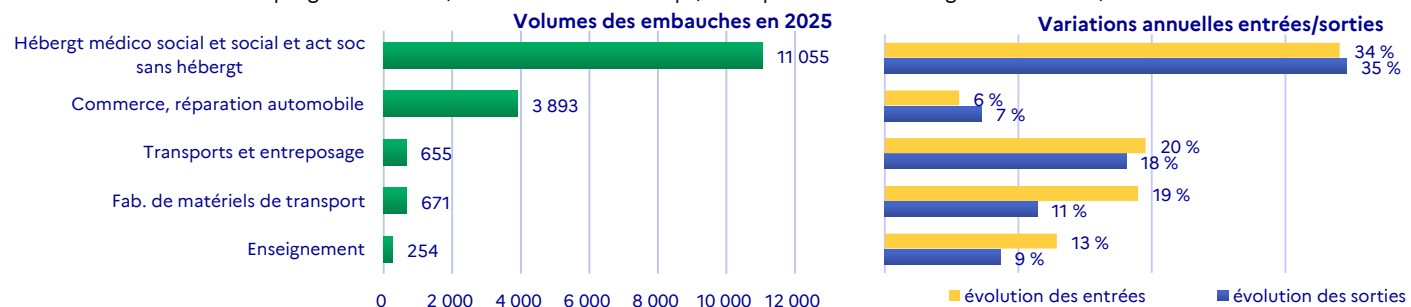
Source : Dares, MMO

Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 34,1 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 34,6 %.

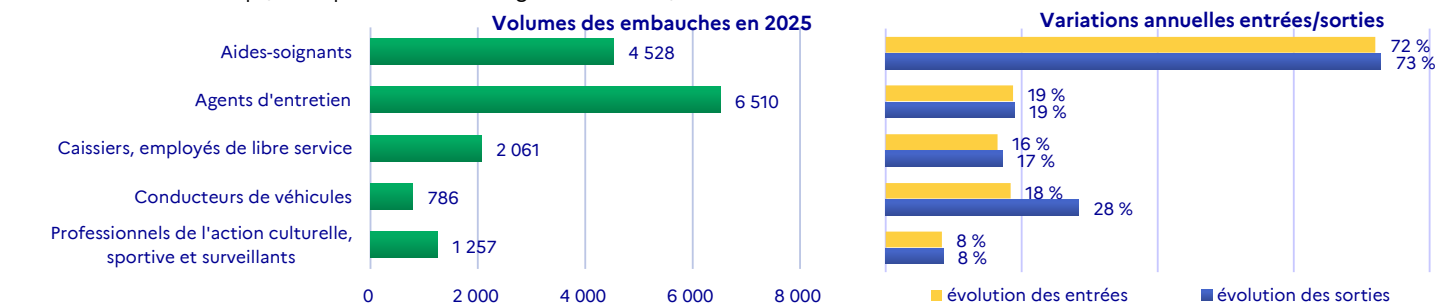


Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "aides-soignants" contribuent le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 72 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 72,8 %.



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Montbéliard

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017	
			En valeur	En %
Montbéliard	176 113	173 879	-2 234	-1,3
Doubs	539 067	547 163	+8 096	+1,5
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

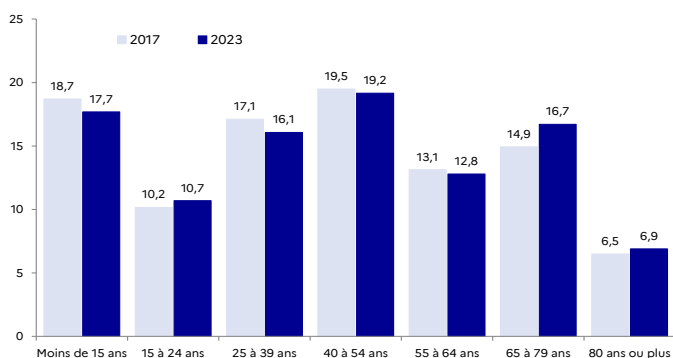
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

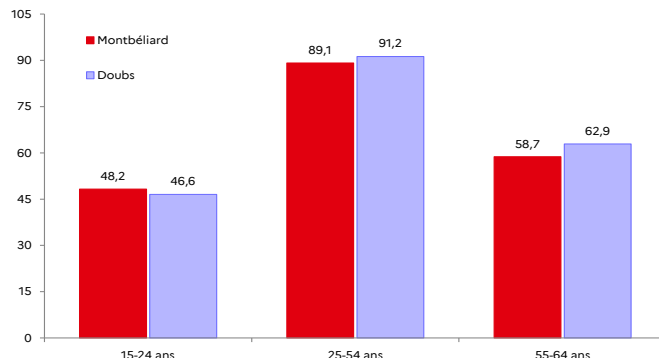
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017
Montbéliard	77 672	76 628	-1,3	36 212	35 782	-1,2	66 049	66 315	+0,4
Doubs	251 031	258 211	+2,9	119 803	123 462	+3,1	220 144	231 317	+5,1
Région BFC	1 262 416	1 267 559	+0,4	609 233	610 960	+0,3	1 104 152	1 137 841	+3,1

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Montbéliard	2 570	8 122	592	11 361	134	14 351	11	9 093	3 307	42 926
Doubs	10 173	31 621	2 357	46 304	423	41 530	35	18 141	12 988	137 595
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2025	2024	Evol. (en %)	2025 (en %)	2024 (en %)
Montbéliard					
Fab. de matériels de transport	8 784	8 953	-1,9	20,5	20,2
Commerce, réparation automobile	5 704	5 873	-2,9	13,3	13,3
Héberge médico social et social et act soc sans héberge	3 360	3 413	-1,6	7,8	7,7
Construction	2 838	2 945	-3,6	6,6	6,7
Métallurgie et fab. de produits métalliques	2 676	2 775	-3,6	6,2	6,3
Act. de serv. adm. et de soutien	2 288	2 389	-4,2	5,3	5,4
Transports et entreposage	2 185	2 179	+0,3	5,1	4,9
Activités juridiques, comptables	2 005	1 977	+1,4	4,7	4,5
Intérim	1 702	1 907	-10,7	4,0	4,3
Hébergement et restauration	1 467	1 503	-2,4	3,4	3,4
Activités pour la santé humaine	1 133	1 109	+2,2	2,6	2,5
Ind. agro-alimentaires	1 036	1 044	-0,8	2,4	2,4
Toutes activités	42 926	44 272	-3,0	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Inscrits à France Travail

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dreets

données brutes	Pontarlier		
	T2 2026	Part	Evol. annuelle
Inscrits tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie A	4 460	100 %	+1,1
<25 ans	520	12 %	-5,5
25-49 ans	2 760	62 %	+2,2
50 ans et +	1 170	26 %	+0,9
Hommes	2 320	52 %	+2,7
Femmes	2 140	48 %	-0,5
Catégories ABC	8 110	100 %	+3,0
<25 ans	910	11 %	+0,0
25-49 ans	5 070	63 %	+4,3
50 ans et +	2 130	26 %	+1,4
Hommes	4 010	49 %	+3,4
Femmes	4 100	51 %	+2,5
Inscrits depuis 1 an ou plus (DELD)	3 390	42 %	+10,8
Inscrits non tenus de rechercher un emploi :			
Catégorie D	480		+11,6
Catégorie E	660		-1,5
Catégorie F	460		/
Catégorie G	180		/

En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Avertissement :

A partir de janvier 2025, certaines personnes sont désormais systématiquement inscrites sur les listes de France Travail, en application de la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, à savoir : les bénéficiaires du RSA et les jeunes à la recherche d'emploi suivis par les Missions Locales.

Une partie d'entre eux n'était pas inscrite à France Travail avant le 1er janvier 2025, ce qui a entraîné une hausse importante de nouveaux inscrits et donne l'impression que la situation du marché du travail se dégrade alors qu'elle a peu évolué dans certains territoires.

Avant le 1er janvier 2025, il n'y avait que cinq catégories d'inscrits : les personnes inscrites en catégories A, B ou C classées selon leur niveau d'activité, toutes tenues de rechercher un emploi. Les deux autres catégories (D et E) sont par exemple pour les personnes déjà en emploi, en formation ou en contrat aidé, non tenues d'effectuer des recherches actives.

Avec la réforme, deux nouvelles catégories sont créées, à savoir : la catégorie F pour les personnes en besoin d'un accompagnement social, et la catégorie G pour tous les bénéficiaires du RSA inscrits à France Travail en attente d'un accompagnement.

France Travail et les départements se donnent entre 2 à 3 ans pour recevoir et

orienter en parcours d'accompagnement tous les bénéficiaires du RSA qui n'étaient pas déjà inscrits sur les listes au 1er janvier 2025.

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?

Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Au 2e trimestre 2026

4 460 demandeurs d'emplois inscrits à France Travail sont sans emploi (catégorie A). Ce nombre augmente de 1,1 % sur un an.

En incluant les demandeurs d'emploi en activité réduite, le nombre d'inscrits en catégories A, B, C affiche une hausse de 3,0 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les inscrits de moins de 25 ans représentent 11 % des personnes en recherche active d'un emploi. Leur nombre est stable par rapport à l'année dernière.

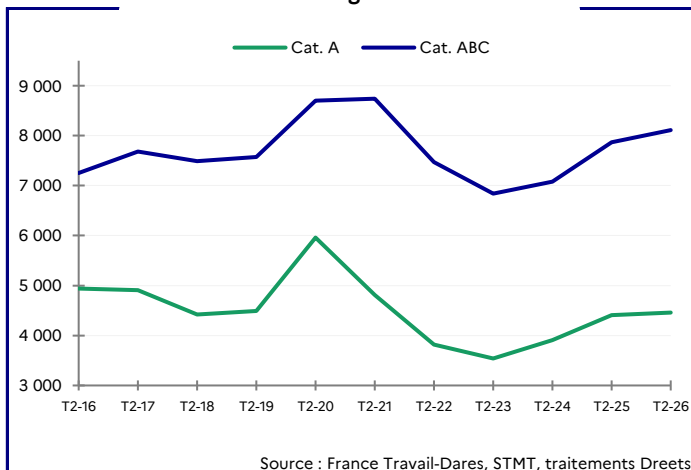
Les personnes de 25 à 49 ans constituent la majorité des demandeurs d'emploi, soit environ 63 % du total. Leur nombre croît de 4,3 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Les seniors (50 ans ou plus) représentent 26 % des demandeurs d'emploi. Leur nombre croît de 1,4 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

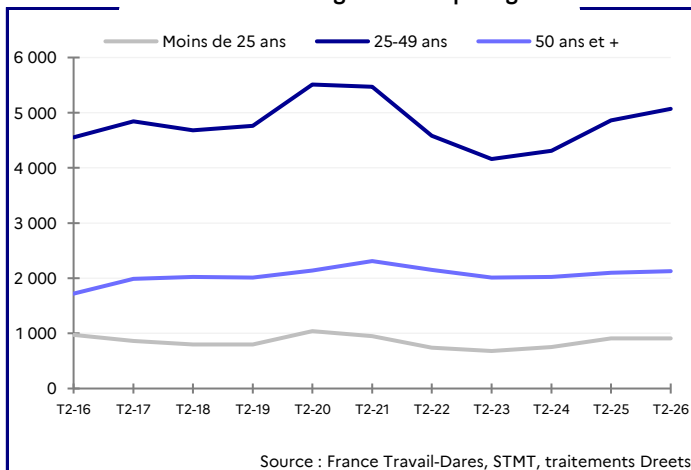
Les DELD forment 42 % de la demande d'emploi totale. Ce nombre croît de 10,8 % par rapport au même trimestre de l'année dernière.

Au sein des deux catégories nouvellement créées, 460 personnes sont inscrites en parcours social (catégorie F) et 180 personnes sont en attente d'une orientation par le service public de l'emploi (catégorie G).

Inscrits en catégories A et ABC



Inscrits en catégories ABC par âge



Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Indicateurs statistiques territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Entrées dans les dispositifs

(données provisoires)

Sources : PEC : Dares, PACEA : I-Milo,

Apprentissage : Dares (SIA) au lieu de
l'établissement employeur

	Pontarlier		
	T2	Cumul	Evol. (en %)
	2026	2026	cumul 26/cumul 25
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	s	s	-42,9
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	56	137	+12,3
CEJ*	30	86	-70,1
Alternance (secteur privé) :			
Entrées en apprentissage (au 1T2026)	50	50	+0,7

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.

QUELQUES DÉFINITIONS

PEC : le Parcours Emploi Compétences est un dispositif destiné aux personnes éloignées du marché du travail. Il combine emploi, formation et accompagnement pour favoriser l'insertion professionnelle durable. Les employeurs bénéficient d'aides financières pour embaucher des personnes dans ce cadre.

PACEA : le Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie est un dispositif mis en place pour aider les jeunes de 16 à 25 ans en difficulté à s'insérer professionnellement et à gagner en autonomie

CEJ : le Contrat d'Engagement Jeune est un dispositif pour aider les jeunes de 16 à 25 ans qui ne sont ni étudiants, ni en formation, et qui rencontrent des difficultés d'accès à l'emploi durable.

Recours à l'intérim

Source : Dares, traitements Dreetts - données brutes en moyenne trimestrielle

Volume de travail temporaire selon le regroupement en 5 grands secteurs

	T1	T1	T1
	2026	2025	2024
Pontarlier			
Equivalent emplois à temps plein	910	980	960
dont			
Agriculture	0	0	0
Industrie	400	430	460
Construction	110	140	70
Commerce	220	200	210
Services	180	210	220

Volume de travail temporaire (en ETP) par secteur d'activité en A38

Commerce, réparation automobile	220
Ind. agro-alimentaires	170
Construction	110
Act. de serv. adm. et de soutien	80
Travail du bois, ind. du papier et imprimerie	60

Guide de lecture :

Au 1er trimestre, en moyenne :

Mesuré en équivalent temps plein, le volume de travail temporaire représente près de 910 emplois. La majorité des effectifs se trouve dans le secteur de l'industrie avec 400 emplois (ETP), représentant environ 44 % du total. Ce nombre diminue de 7 % en un an. Le secteur du commerce suit avec 220 emplois (ETP), soit environ 24 % du total. Le recours à l'intérim dans ce secteur augmente de 10 % en un an. Selon la nomenclature A38, les deux principales activités regroupant le plus important volume de travail temporaire sont : commerce, réparation d'automobile et motocycles (environ 220 ETP), fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac (environ 170 ETP).

Recours à l'activité partielle (de droit commun et de longue durée)

Source : DGEFP, données provisoires au 20 juillet 2026

	T1	T1
	2026	2025
Pontarlier		
Demandes indemnisées		
Etablissements indemnisés, moyenne trimestrielle	3	s
Salariés indemnisés, moyenne trimestrielle	104	78
Heures indemnisées	7 106	6 709
Taux de consommation	18,3	19,1

Avertissement : un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

Guide de lecture :

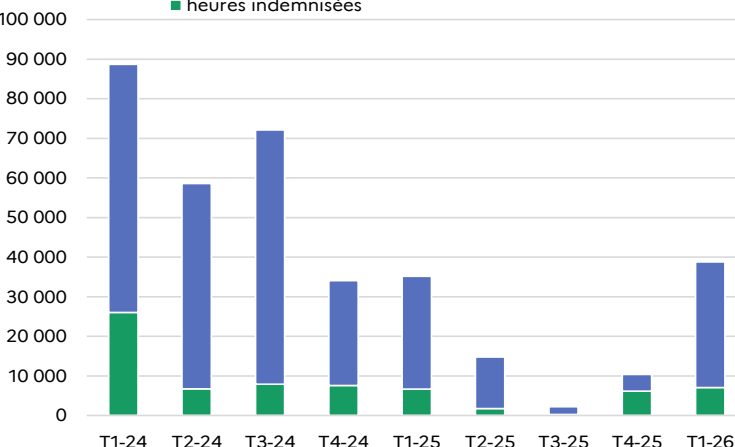
Au 1er trimestre 2026, en moyenne :

3 établissements ont eu recours à l'activité partielle et 104 salariés ont été placés au chômage partiel.

Le volume d'heures chômées au cours du trimestre représente 7 106 heures. Les établissements ont consommé 18,3 % du volume d'heures qui leur était autorisé.

Suivi de la consommation d'activité partielle - données provisoires

■ heures demandées et autorisées par l'administration
■ heures indemnisées



Embauches et départs

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs

Source : Dares, MMO

		T1 2026	T1 2025
Pontarlier		6 045	6 613
Embauches			
Contrats signés			
dont			
CDD	4 819	5 182	
CDI	1 226	1 431	
Evol. CDD	-7,0 %	+47,1 %	
Evol. CDI	-14,3 %	-5,7 %	
Départs		6 016	6 447
Fins de CDD	4 352	4 895	
dont CDD <1 mois	69 %	65 %	
Ruptures de contrat	1 664	1 552	
démissions	823	768	
lic. économiques	26	14	
fins période d'essai	276	301	
retraite	88	88	
rupture conventionnelle	132	116	
lic. non économiques	269	208	
autres	50	57	

Guide de lecture :

Au 1er trimestre 2026

• Comment évolue le besoin en recrutement des établissements ?

6 045 contrats de travail (CDD, CDI) signés, soit 568 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.

• Les embauches en CDI sont-elles plus fréquentes ?

Les embauches en CDI diminuent. La part des CDI s'élève à 20 % des recrutements contre 22 % à la même période en 2025.

• Combien de contrats sont arrivés à terme ? La part des contrats précaires augmente-t-elle ?

4 352 CDD sont arrivés à terme. Parmi ces fins de CDD, 69 % duraient moins d'un mois (65 % il y a un an à la même période).

• Le volume des ruptures de contrat de travail augmente-t-il ?

1 664 départs de salariés font suite à une rupture de contrat, soit 112 en moins par rapport à l'an dernier à la même période.

• Le choix de démissionner est-il plus fréquent ? Les départs non anticipés par les employeurs renforcent les tensions de recrutement.

Les départs faisant suite à une démission forment le premier motif de rupture de contrat de travail avec 49 % des ruptures. Par ailleurs, les départs à la retraite représentent 5 % des ruptures, les licenciements économiques 8 %.



Focus sur les jeunes

Embauches	Départs
2 298	2 216
Part des jeunes dans les embauches :	Part des jeunes dans les départs :
38 %	37 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
19 %	81 %



Focus sur les seniors

Embauches	Départs
1 097	1 174
Part des seniors dans les embauches :	Part des seniors dans les départs :
18 %	20 %
Part CDI	Part CDD <1 mois
7 %	63 %

• Quelle est la part de jeunes parmi les embauches ? Signent-ils plus souvent un CDI qu'en moyenne tous âges confondus ?

Ils représentent 38 % des embauches et 37 % des départs. Parmi les jeunes nouvellement embauchés, 19 % ont signé un CDI.

• La part des emplois précaires occupés par les jeunes est-elle plus importante qu'en moyenne tous âges confondus ?

Parmi les jeunes ayant quittés leur entreprise 81 % occupaient un CDD inférieur à un mois.

Dynamique des secteurs entre 2024 et 2025

Champ : secteur privé hors agriculture, intérim et particuliers employeurs
données cumulées entre le 1er janvier et le 31 décembre

Source : Dares, MMO

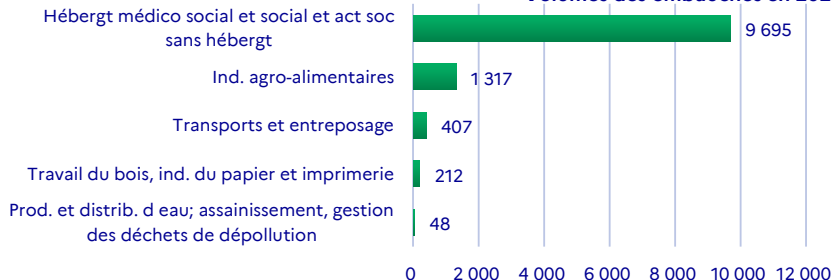
Evolution des entrées et des sorties pour les 5 secteurs les plus actifs en termes de recrutement

Guide de lecture

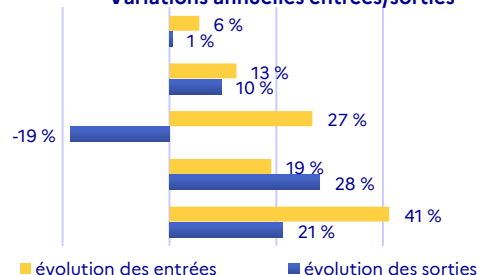
• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des secteurs les plus actifs en termes de recrutement ?

Le secteur "hébergement médico-social et social et action sociale sans hébergement" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches dans le secteur progressent de 5,6 %. Dans le même temps, les départs de salariés augmentent de 0,6 %.

Volumes des embauches en 2025



Variations annuelles entrées/sorties



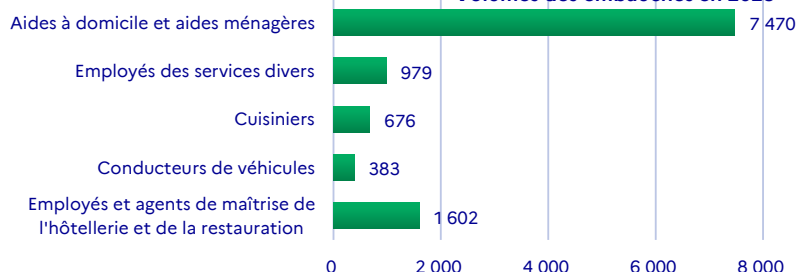
Evolution des entrées et des sorties dans les 5 familles professionnelles contribuant le plus aux nouvelles embauches

Guide de lecture

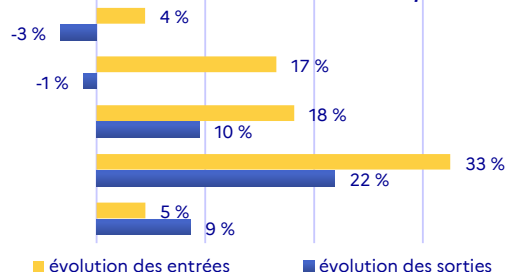
• Comment évoluent les mouvements de main d'œuvre au sein des métiers qui contribuent le plus aux nouvelles embauches ?

La famille de métiers "aides à domicile et aides ménagères" contribue le plus à l'évolution des recrutements. En 2025, les embauches pour ces métiers progressent de 4,5 %. Dans le même temps, les départs de salariés diminuent de -3,3 %.

Volumes des embauches en 2025



Variations annuelles entrées/sorties



Indicateurs Statistiques Territoriaux

Comité Local Pour l'Emploi (CLPE)

Pontarlier

Démographie - Population active

Source : Insee, RP

Population totale

	2017	2023	Evol. 2023/2017	
			En valeur	En %
Pontarlier	113 678	119 947	+6 269	+5,5
Doubs	539 067	547 163	+8 096	+1,5
Région BFC	2 811 423	2 802 670	-8 753	-0,3

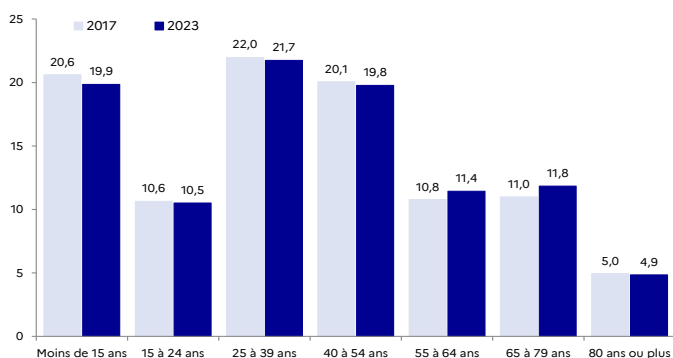
QUELQUES DÉFINITIONS

Population totale : ensemble des habitants domiciliés dans le territoire.

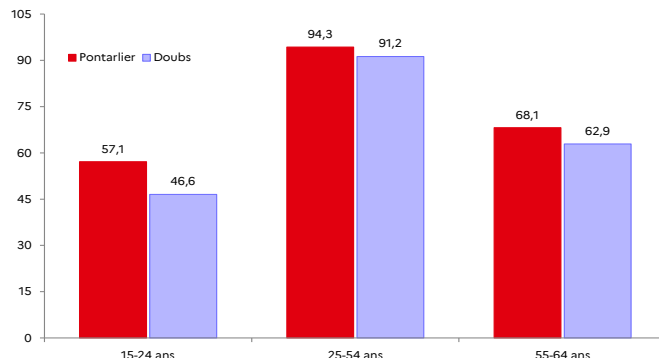
Population active : actifs de 15 à 64 ans en emploi + chômeurs.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et l'ensemble de la population correspondante (exemple : le nombre d'actifs de 15 à 24 ans parmi les habitants de 15 à 24 ans).

Répartition de la population par classe d'âge (en %)



Taux d'activité de la population par classe d'âge (en %)



Population active et en emploi

	Actifs de 15 à 64 ans			Femmes actives de 15 à 64 ans			Actifs de 15 à 64 ans en emploi		
	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017	2017	2023	Evol. 2023/2017
Pontarlier	59 188	63 506	+7,3	27 411	29 432	+7,4	54 015	58 956	+9,1
Doubs	251 031	258 211	+2,9	119 803	123 462	+3,1	220 144	231 317	+5,1
Région BFC	1 262 416	1 267 559	+0,4	609 233	610 960	+0,3	1 104 152	1 137 841	+3,1

Structure économique du secteur privé

Champ : secteur privé, régime général, hors agriculture.

Source : Urssaf

Répartition des établissements et salariés par taille au 31/12/2025

	Moins de 10 sal.		10 à 49 sal.		50 à 249 sal.		250 sal. et plus		Total	
	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.	Nbre étabs	Nbre sal.
Pontarlier	2 264	6 986	483	9 082	63	5 636	5	1 403	2 815	23 107
Doubs	10 173	31 621	2 357	46 304	423	41 530	35	18 141	12 988	137 595
Région BFC	54 303	162 882	11 514	229 812	2 083	199 245	196	89 472	68 096	681 411

Principales activités du territoire

	Effectifs salariés			Poids du secteur	
	2025	2024	Evol. (en %)	2025 (en %)	2024 (en %)
Pontarlier					
Commerce, réparation automobile	5 463	5 391	+1,3	23,6	23,2
Construction	2 254	2 303	-2,1	9,8	9,9
Héberge médico social et social et act soc sans héberg	1 956	2 001	-2,3	8,5	8,6
Ind. agro-alimentaires	1 727	1 673	+3,2	7,5	7,2
Hébergement et restauration	1 664	1 643	+1,3	7,2	7,1
Transports et entreposage	1 142	1 100	+3,8	4,9	4,7
Fab. de textiles, ind. de l'habillement	897	938	-4,4	3,9	4,0
Intérim	828	867	-4,5	3,6	3,7
Activ. financières et d assurance	726	729	-0,4	3,1	3,1
Activités juridiques, comptables	709	725	-2,2	3,1	3,1
Fab. de machines et équipements	633	676	-6,4	2,7	2,9
Autres activités de services	628	632	-0,6	2,7	2,7
Toutes activités	23 107	23 254	-0,6	100,0	100,0

Avertissement : les apprentis sont inclus dans le dénombrement des effectifs salariés.

Principaux indicateurs

CLPE du Doubs

	Besançon	Montbéliard	Pontarlier	Doubs	BFC
Inscrits à France Travail au 2ème Trim. 2026 (en données brutes)					
Catégorie A	9 920	9 610	4 460	23 990	106 039
Evol. annuelle (en %)	+3,2	+1,6	+1,1	+2,1	+2,1
Catégories ABC	17 940	16 490	8 110	42 540	202 713
Evol. annuelle (en %)	+0,7	+2,5	+3,0	+1,8	+1,5
Inscrits depuis 1 an ou plus	8 190	8 480	3 390	20 070	96 040
Catégorie D	1 410	930	480	2 950	13 607
Catégorie E	1 340	900	660	2 890	13 492
Catégorie F	2 940	2 220	460	5 620	23 410
Catégorie G	1 100	710	180	1 980	12 047
Entrées dans les dispositifs au 2ème Trim. 2026					
PEC	s	s	s	s	12
Cumul 2026	s	s	s	12	95
PACEA	216	203	56	475	2 506
Cumul 2026	492	444	137	1 073	5 948
CEJ*	125	147	30	302	1 627
Cumul 2026	277	315	86	678	3 683
Apprentissage (secteur privé) au 1T2026	174	57	50	281	1 386
Cumul 2026	174	57	50	281	1 386
Recours à l'intérim au 1er Trim. 2026					
Equivalent emplois à temps plein	2 500	2 830	910	6 240	28 870
Evol. (en %) sur 1 an	-2,0	-1,0	-7,1	-2,3	-2,5
Recours à l'activité partielle au 1er Trim. 2026					
Heures indemnisées	12 199	67 898	7 106	87 203	234 987
Evol. (en nbre) sur 1 an	-38 940	-127 462	+397	-166 005	-167 456
Embauches et départs au 1er Trim. 2026					
Embauches	22 080	8 813	6 045	36 938	175 080
Evol. (en %) sur 1 an	+8,5	+9,1	-8,6	+5,4	+5,5
Départs	22 070	8 556	6 016	36 642	174 045
Evol. (en %) sur 1 an	+10,0	+6,0	-6,7	+6,0	+7,2
Démographie - Population active (RP 2023)					
Population totale	253 337	173 879	119 947	547 163	2 802 670
Evol. 2023/2017	+1,6	-1,3	+5,5	+1,5	-0,3
Actifs de 15 à 64 ans	118 078	76 628	63 506	258 211	1 267 559
Evol. 2023/2017	+3,4	-1,3	+7,3	+2,9	+0,4
Actifs en emploi de 15 à 64 ans	106 046	66 315	58 956	231 317	1 137 841
Evol. 2023/2017	+6,0	+0,4	+9,1	+5,1	+3,1
Structure de l'emploi salarié total fin 2024					
Source : Insee-Flores					
Nombre de salariés	110 701	52 106	33 057	195 864	968 122
Part (en %) dans :					
Agriculture	0,9	0,6	2,0	1,0	2,0
Secteur public	33,0	15,8	17,9	25,9	25,6
Secteur privé (hors agriculture) :	66,1	83,6	80,1	73,1	72,4
Industrie	14,1	31,8	20,0	11,2	17,4
Construction	4,2	5,5	7,0	5,0	5,5
Commerce	10,7	11,2	16,9	11,9	13,3
Services marchands	25,5	24,2	20,6	33,0	24,8
Services non marchands	11,5	10,9	15,7	12,1	11,3

* Pour les CEJ, seules les prescriptions des missions locales sont comptabilisées dans ce document.